

au ministre intéressé, que j'ai négligé de prévenir. Le ministre en cause peut-il nous dire quand on prendra des mesures pour appliquer les recommandations du rapport de la Commission du service civil destinées à améliorer la situation pécuniaire des employés de la Chambre?

L'hon. G. J. McIlraith (président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, si le député veut parler du rapport de la Commission du personnel plutôt que du Service civil, la réponse est demain.

(Français)

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE CANADA ET L'AIDE MILITAIRE AU VIETNAM-SUD

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Guy Marcoux (Québec-Montmorency): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Attendu que le Président des États-Unis vient d'annoncer qu'il est prêt à envoyer des troupes au Vietnam si les généraux de l'Armée vietnamienne-sud en font la demande et étant donné également que l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont envoyé des contingents au Vietnam-Sud, le gouvernement canadien a-t-il été consulté à cet effet ou a-t-il offert lui-même une aide militaire au Vietnam-Sud?

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le président, la réponse est non.

(Traduction)

DISCUSSION D'UN ACCORD SUR LES ARMES NUCLÉAIRES AVEC LE PREMIER MINISTRE DE L'INDE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Paul Martineau (Pontiac-Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre. A-t-il l'intention de discuter les possibilités d'entente internationale en vue d'interdire la propagation des armes nucléaires lors de ses prochains entretiens avec le premier ministre de l'Inde, M. Shastri?

Le très hon. L. B. (Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je pense qu'au cours des entretiens que j'aurai avec le premier ministre de l'Inde, que nous allons avoir l'honneur de recevoir demain, nous aborderons certes ce problème dans le cadre des discussions sur les affaires internationales.

L'hon. M. Martineau: Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question complémentaire? Un avant-projet d'entente semblable a-t-il été porté à l'attention du premier ministre ou a-t-il lui-même porté à l'attention du premier ministre Shastri un tel avant-projet d'entente?

Le très hon. M. Pearson: Monsieur l'Orateur, nous avons étudié des avant-projets d'entente à ce sujet, mais je ne suis pas en mesure de préciser si un tel projet sera examiné demain.

LA PÊCHE

LA COMMISSION DES PÊCHES DE L'ATLANTIQUE-NORD—ÉTUDE DE LA PRÉSERVATION DU SAUMON

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Lloyd R. Crouse (Queens-Lunenburg): Monsieur l'Orateur, j'aimerais appeler l'attention du ministre des Pêcheries sur une certaine question. L'an dernier, les Danois ont porté de 200 à 1,200 tonnes leur prise de saumon au large du Groenland. Il s'y trouvait du saumon étiqueté en provenance de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick et de Terre-Neuve. Comme la Commission internationale des pêches de l'Atlantique-Nord se réunit actuellement à Halifax et que, dit-on, la conservation de notre saumon ne figure pas au programme, le ministre voudrait-il faire voir à la conférence combien il importe de discuter et de chercher à résoudre ce problème qui intéresse au plus haut point nos pêcheurs côtiers et notre industrie du tourisme?

L'hon. H.-J. Robichaud (ministre des Pêcheries): Monsieur l'Orateur, j'aimerais d'abord répondre à l'honorable député qu'il me paraît mal renseigné en disant que le problème du saumon pêché dans les eaux du Groenland ne figure pas au programme. Rentré d'Halifax hier, je puis affirmer qu'on en discute à la réunion actuellement en cours de la CIPAN. Je tiens à ajouter que la situation inquiète non seulement le Canada, mais d'autres pays en cause. Elle est d'autant plus compliquée qu'une partie du poisson est pêché dans ce qu'on peut considérer comme les eaux territoriales du Groenland.

(Français)

LA CONSTITUTION

A PROPOS DE LA LIMITATION DES POUVOIRS DU CONSEIL LÉGISLATIF DU QUÉBEC

A l'appel de l'ordre du jour.

M. L.-J. Pigeon (Joliette-L'Assomption-Montcalm): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au chef du gouvernement.

Le très honorable premier ministre peut-il dire à la Chambre s'il est exact qu'il a déclaré hier que l'Adresse à la reine adoptée par